



## Audience du mardi 7 décembre 2021

Nous avons sollicité l'IA-DASEN, pour échanger expressément des sujets suivants :

- ▶ Évaluation d'école : expérimentation et généralisation
- ▶ Le remplacement 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré / la crise sanitaire
- ▶ PIAL

### 1. Évaluation d'école

Depuis octobre, les écoles de Chauray (Saint Exupéry élémentaire et maternelle) ont été le théâtre expérimental de la préfiguration 1.0 de l'évaluation d'école. Le projet a été vendu par la hiérarchie (IEN et IA adjointe) dans le cadre de la mise en place de loi de la « confiance ». Ces écoles ont été choisi (désignée) car il fallait une entité de plus de 20 classes. La déclinaison du travail s'est faite en deux temps :

- Auto-évaluation par les équipes enseignantes autour de 4 grands domaines :
  - 1. Les apprentissages et parcours des élèves, l'enseignement ;
  - 2. La vie et le bien-être de l'élève : le climat scolaire ;
  - 3. Les acteurs, la stratégie et fonctionnement de l'établissement ;
  - 4. L'établissement dans son environnement institutionnel et partenarial.
- La deuxième phase consistait en une évaluation externe par des évaluateurs (Un IEN, 2 conseillers pédagogiques et un directeur) qui arrivaient de la Charente Maritime.

Vécu comme une charge supplémentaire et incompréhensible car l'enjeu n'était pas explicite, à un moment inapproprié de rentrée scolaire et en pleine crise sanitaire, les équipes ont été pressée de se soumettre à l'exercice imposé. La pression hiérarchique sur les directeurs les a contraints dans leurs tâches déjà multiples, et leur a demandé de puiser dans leur ressource pour répondre à l'injonction. A savoir que les directeurs ont dû construire eux même les outils nécessaires à la conduite et à l'animation de cette expérimentation. **Le SE-UNSA s'interroge alors sur l'accompagnement et le rôle du pilote en charge de cette expérimentation qui a répondu aux abonnés absents.**

Les équipes ont dû adapter leur planning professionnel et personnel pour réaliser la commande dans le temps court imparti. Les équipes ont été contraintes de travailler pendant les vacances d'automne pour respecter l'échéance. Les collègues ont ressenti un manque de respect de l'institution davantage préoccupée par la commande ministérielle que par le bien-être de ses personnels. Pire la pression s'est accentuée au fil du temps avec une évaluation externe anticipée d'une semaine, et un compte-rendu de l'auto-évaluation exigé précocement sans validation du COPIL.

## L'avis du SE-UNSA :



Nous avons fait remonter à l'IA adjointe que si le SE-UNSA n'était pas hostile à une forme d'auto-évaluation dans les écoles, nous étions opposés à sa mise en place à marche forcée. **Si l'évaluation d'école permet de dégager les points de vigilance de l'école pour en améliorer le fonctionnement et les apprentissages des élèves, alors OUI le SE-UNSA y est favorable ! Dans le cas où ces évaluations ne seraient qu'un outil supplémentaire pour le ministère de créer des typologies inutiles et inopérantes, alors NON, le SE-UNSA y est opposé.**

Aussi, nous apprenons que cette phase d'expérimentation sera suivie d'une généralisation dès le mois de janvier sur 46 écoles, avec 2 à 3 unités de regroupement d'écoles sur chaque circonscription. **Nous contestons donc ce terme d'expérimentation, qui n'aura servi qu'à un exercice d'entraînement à notre hiérarchie** et leur donner bonne conscience. La visée expérimentale n'était pas faite pour le terrain. Ce sont les collègues en première ligne qui ont assumé le travail conséquent. Nous nous interrogeons donc de l'intérêt de cette expérimentation si ce n'est qu'une répétition générale pour les IEN, l'IA adjointe et le DASEN...

Douze heures ont été banalisées pour cette auto-évaluation, et prise sur le temps de formation des personnels (animations pédagogiques). Nous sommes en accord que cela permet aux collègues d'avoir du temps pour échanger autour des thèmes de travail proposés. Cela permet d'échanger avec les partenaires de l'école, moment d'échanges que nous pensons trop rares dans l'exercice de nos métiers. **Aussi, il est nécessaire que tous les intervenants dans l'école** (RASED, AESH, personnels municipaux et médecine scolaire) **puissent être associés** à ce temps de réflexion. Le calendrier de ces évaluations doit donc être plus souple et moins contraint.

**Pour le SE-UNSA, cette évaluation ne peut pas être un temps de travail supplémentaire sans intérêt pour les équipes et l'école. Au contraire, cela peut avoir du sens ! A condition de mettre tous les moyens et de s'assurer des modalités de mise en œuvre favorable au travail collectif par la mise en place de temps de décharge pour les directeurs, de temps de travail sur journée de classe remplacée. Il faut que ces évaluations débouchent sur du concret : formation spécifique, moyens supplémentaires, temps de coordination pour les équipes...**

Nous pensons au SE-UNSA que la mise en place de ces évaluations à marche forcée n'est pas un bon signal envoyé par notre hiérarchie à l'heure où nous vivons quotidiennement et depuis deux ans, la préoccupation de l'accueil des élèves sur ces périodes très contraintes par la situation sanitaire !

## 2. Remplacement 1<sup>er</sup> et 2<sup>nd</sup> degré

Le SE-UNSA a lancé un sondage auprès des écoles, et vous avez été nombreux à nous remonter vos éléments de réponse. Nous avons pu signaler les grandes lignes essentielles de ce sondage :

- **Toutes les circonscriptions sont concernées par le manque de remplaçants.**
- 3 circonscriptions semblent plus impactées : Melle, Niort et Saint-Maixent.
- La moitié des collègues qui nous a répondu nous a signalé ne pas rencontrer de difficulté de remplacement : soit car aucune situation de remplacement n'a été nécessaire soit qu'un remplaçant a assuré la classe.
- Ce sondage demandait l'état des lieux à compter du 8 novembre : **certaines écoles ont connu jusqu'à 4 demi-journées non remplacées !**

Nous avons demandé que tous les moyens soient mis en place pour répondre à cette difficulté supplémentaire que rencontre les équipes lorsqu'une classe se retrouve sans enseignant. Les directeurs sont en première ligne, et prennent en pleine figure au mieux l'incompréhension au pire la colère des parents. La situation COVID complexifie les rapports avec les parents ; **le SE-UNSA souhaiterait que les équipes de circonscription doivent être plus présentes sur le terrain au soutien des équipes enseignantes. Il faut également une communication claire quant à la situation COVID quand la classe n'a pas d'enseignant. Que faire des enfants ?**

Dans le second degré, les manques d'enseignants sont encore criants sur certaines disciplines. Le recrutement de contractuels ne permet pas de palier à ce manque. Aussi, nous constatons que l'affectation des TZR à l'échelle académique n'est pas équitable : certains départements comme le nôtre pourtant dotés voit les TZR affectés sur des postes qui n'existent pas dans les départements voisins. Ces situations créent des injustices intolérables entre département et surtout entre collèges de ville et collège ruraux en peine de recrutement ! **Nous demandons à l'IA-DASEN d'intervenir pour palier à ces carences d'enseignants et d'enseignement.**

## 3. Les PIAL



Nous avons rappelé à l'IA-DASEN le contenu du courrier que nous lui avons adressé la semaine dernière. Nous lui demandons de nous apporter les réponses concrètes à nos interrogations. Vous trouverez sur notre site ce courrier. Ce courrier pour l'amélioration des PIAL est le résultat de l'enquête que nous avons menée auprès de la profession et pour laquelle vous avez été très nombreux à répondre. Nous vous en remercions. **C'est grâce à vos remontés de terrain que nous pouvons rapporter à l'IA-DASEN la situation la plus précise et requérir les revendications les plus utiles à l'amélioration de ces pôles inclusifs.**